

La réforme des retraites renaît dans les non-dits

La réforme des retraites est relancée. Mais, dans ce dossier à haut risque politique et social, tous les enjeux sont loin d'être clairement posés par la majorité.

La réforme des retraites, grand échec du précédent quinquennat, a été relancée par Emmanuel Macron, lundi, devant un parterre de journalistes tenus de... ne pas le citer. Cependant, plusieurs ministres ont aussitôt relayé les éléments de langage : il faudra travailler plus longtemps pour sauver le service public.

Ainsi, Emmanuel Macron a coupé l'herbe sous le pied du Conseil d'orientation des retraites (Cor) qui a publié, hier, les 345 pages de son très austère nouveau rapport.

Mais la méthode pose problème. Un sujet aussi complexe qu'explosif est lancé dans le public via quelques slogans et beaucoup de non-dits.

S'agit-il de supprimer les quarante-deux régimes existants pour n'en créer qu'un, plus équitable, comme ce fut promis par le candidat Macron durant la campagne de 2017. Et adopté par 49-3 à l'Assemblée en 2020, avant l'abandon en 2021, pour cause de grèves et de Covid ?

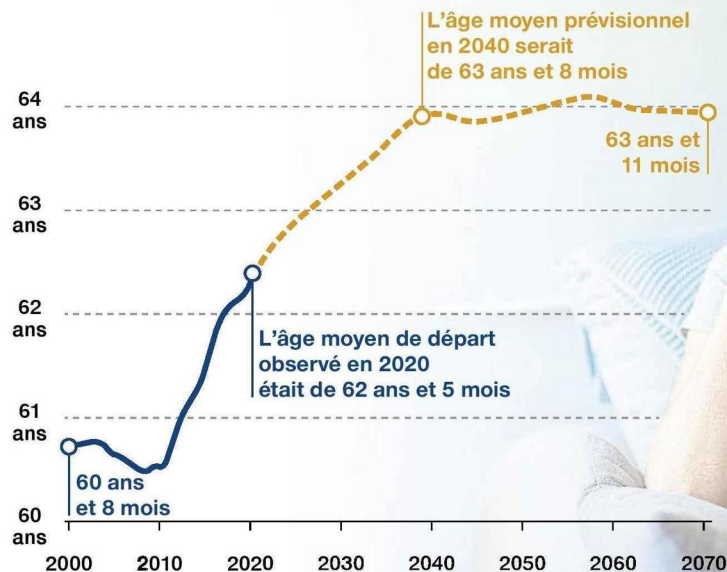
Ou, conformément à son programme de la campagne de 2022, de s'en tenir à la suppression des régimes spéciaux et au relèvement de l'âge de départ à 65 ans (revu à 64 ans) puis de se concerter sur un régime unique simplifié ?

Ou seulement d'augmenter, très vite, l'âge légal de départ et/ou la durée de cotisation ?

Une inconnue à 30 milliards

Si oui, pourquoi une telle fébrilité, qui remettrait beaucoup de monde dans la rue ? Emmanuel Macron est peut-être contraint, dès le vote des prochaines lois de finances, de mettre Les Républicains au pied du mur, ses seuls alliés possibles

L'âge moyen de départ à la retraite sans nouvelle réforme



Source : Conseil d'orientation des retraites.

Photo : iStockphoto. Infographie : Ouest-France.

à l'Assemblée nationale ?

Ce débat tronqué laisse trop de détails dans l'ombre. Y compris, paradoxalement, l'évolution de la fonction publique, dont il apparaît, dans le rapport du Cor, que sa part dans l'emploi en France doit baisser durant cinq ans, alors qu'elle est censée bénéficier de plus de moyens. Or, la retraite de la fonction publique – qui est noyée dans les dépenses de l'État – serait déficitaire de 30 milliards selon le libéral Institut Molinari.

« La motivation du gouvernement

ne concerne pas les régimes de retraite, qui ne posent pas de problème, estime l'économiste Michaël Zemmour. Il entend surtout baisser les dépenses publiques alors que, par ailleurs, il a massivement allégé la fiscalité. Or, les retraites constituent une masse considérable. De plus, outre les pensions des fonctionnaires, l'État y consacre des milliards en subventionnant les régimes déficitaires et en versant diverses prestations de solidarité. Il veut réduire toutes

ces dépenses ».

Dernier non-dit, la note accordée à la France par les agences de notation financière sur les marchés. Si elle était dégradée, les grands investisseurs qui, chaque semaine, prêtent à la France, exigeraient des taux plus élevés. À son niveau d'endettement, c'est un danger.

Bien des variables, toutes avouables, dans une équation qui n'est pas clairement posée.

André THOMAS.